

La prospérité actuelle ne peut être gelée

22.08.2014

D'un coup d'oeil

J'ai récemment entendu une personne critiquer notre société de consommation et réclamer davantage de retenue. Elle travaille apparemment à l'administration cantonale et arrive à joindre les deux bouts avec un salaire à 60 %. D'après elle, tout irait mieux si tout le monde vivait un peu plus modestement. Allons jusqu'au bout du raisonnement : si nous réduisions tous notre taux d'occupation à 60 %, les recettes fiscales diminueraient drastiquement, ne serait-ce qu'en raison de la progressivité des impôts. De plus, la forte baisse des heures de travail pèserait sur l'activité économique (à défaut d'une forte hausse de l'immigration). Les pertes de recettes obligeraient l'État à prendre d'importantes mesures d'économie. Cela affecterait également le salaire des employés d'administration : ils ne pourraient pas conserver leur niveau de vie.

Les défenseurs de la croissance zéro, voire de la décroissance, estiment que notre prospérité actuelle est suffisante. En réalité, ils font une erreur de raisonnement. En effet, dans une société où les besoins élémentaires de la majorité des personnes sont couverts, le moteur du développement économique n'est pas la volonté d'obtenir toujours plus. Personne n'a besoin de trois machines à laver ou de quatre rasoirs électriques. Ce dont nous avons besoin, en revanche, ce sont des produits et services meilleurs et nouveaux. Un ordinateur portable à la place d'une machine à écrire, de nouveaux vaccins, des moyens de transport plus efficaces, des maisons mieux isolées ou une crèche dans le village. Bien sûr, nous pouvons aussi nous en passer. Il n'est toutefois pas possible de maintenir notre niveau de prospérité en faisant mine d'ignorer que le monde change et que les individus et leurs besoins évoluent.

Loin de nous l'idée de nier que la croissance peut aussi avoir des effets négatifs. Cependant, le développement économique, le progrès et l'innovation ne sont pas le problème mais une partie de la solution, en Suisse aussi. Il vaut la peine de s'intéresser de plus près aux arguments pour et contre la croissance. Vous trouverez quelques exemples sur www.croissance-pourquoi.ch